

Édito

# Ruralité

## Restons les pieds sur terre



Antoine d'Amécourt. © Fransylva.

« On marche sur la tête ! » Face aux discours politiques déconnectés de la réalité, aux incohérences normatives françaises comme européennes, à l'écologie de la décroissance, les agriculteurs ont dit « stop ». Ce ras-le-bol est partagé par les forestiers et tout le monde de la ruralité.

On compte sur l'agriculture pour nous nourrir, et on espère toujours plus de bois dans la société.

La nécessité d'adapter nos usages dans le contexte du dérèglement climatique ne fait aucun doute. Nos forêts et nos terres agricoles souffrent d'ailleurs d'aléas de plus en plus fréquents et intenses : gel, sécheresse, tempêtes, incendies, attaques sanitaires...

Pour autant, cette transition ne doit pas se faire au détriment de notre souveraineté et de la survie de notre ruralité. Elle ne doit pas non plus entraver le travail des forestiers, qu'on cherche à rendre responsables de tous les maux de la forêt – qui abrite 80 % de la biodiversité terrestre –, alors qu'ils sont justement en première ligne pour venir à son secours.

Agriculteurs et forestiers font face à de nombreuses injonctions contradictoires. Notamment, une panoplie de lois – publiées ou en cours d'élaboration, aux échelles nationale ou européenne – créent toujours plus de contraintes. Citons le Code de l'environnement, qui interdit aux agriculteurs de tailler les haies

et aux forestiers d'effectuer des travaux sylvicoles, lorsqu'ils interviennent sur des habitats potentiels d'espèces protégées. Ainsi, en plus d'être confrontés aux complexités administratives multiples, les forestiers subissent les contradictions de l'État qui, d'une part, les incite fortement à œuvrer à l'adaptation dynamique des forêts au changement climatique et, « en même temps », leur interdit d'agir sur le terrain sous peine d'amendes et de condamnations...

**“ La transition ne doit pas se faire au détriment de notre souveraineté et de la survie de notre ruralité ”**

Début février, le gouvernement a annoncé vouloir « *sortir de l'écologie punitive pour être dans une écologie des solutions* ». En tant que forestier et agriculteur, j'appelle la France et Bruxelles à avancer dans ce sens. Ensemble, nos filières forêt-bois et agricole totalisent plus d'un million d'emplois non délocalisables, sur un territoire très largement agricole et forestier. Préservons notre ruralité, dont la France a tant besoin pour garantir sa souveraineté, qui fait sa fierté et son patrimoine.

**Antoine d'Amécourt**  
Président de Fransylva